

# UTICA

## VISION TUNISIE 2020

Des entreprises compétitives pour plus de  
croissance  
et plus d'emploi

UTICA

Décembre 2012

# LA TUNISIE EN 2020

***L'UTICA a une ambition pour la Tunisie.***

*En 2020, la Tunisie est un pays prospère et solidaire, doté de fortes valeurs morales et possédant une économie compétitive, dynamique et résiliente.*

- *Une Tunisie où le travail, l'effort, la libre entreprise et la réussite professionnelle sont reconnus comme valeurs sociétales*
- *Une Tunisie performante par ses entreprises, son climat d'affaire et son environnement social,*
- *Une Tunisie où l'égalité des chances permet à toutes les activités économiques, toutes les catégories sociales, toutes les régions et toutes les générations une participation à la création des richesses.*
- *Une Tunisie qui aura concilié son université, son école et sa jeunesse avec son économie;*
- *Une Tunisie qui respecte la propriété privée et la propriété collective et qui garantit le droit du citoyen à la sécurité de sa personne et de ses biens.*
- *Une Tunisie dont les citoyens sont solidaires et confiants en leur avenir.*

*La présente stratégie **Tunisie 2020** est la contribution de l'UTICA pour la concrétisation de cette ambition.*

## **Synthèse du document**

**Tunisie 2020** est la stratégie de l'UTICA pour la création d'emploi et pour la croissance dans toutes les régions.

Cette croissance et cette création d'emploi ne sont évidemment obtenues de manière durable que dans des entreprises compétitives, travaillant dans un environnement social serein et un environnement économique et réglementaire favorable et disposant d'un capital humain de qualité.

Cette stratégie s'articule autour de **cinq objectifs** spécifiques et **une urgence** :

**1. Agir pour que la société tunisienne valorise le travail et favorise l'initiative :**

Il s'agit de réhabiliter la valeur du travail dans la société tunisienne, d'y valoriser l'esprit entrepreneurial, de rendre positive l'image que se fait la société de l'entreprise et du chef d'entreprise et d'y ancrer le principe économique que seule l'entreprise compétitive crée de l'emploi pérenne.

**Les principes de la liberté du travail et celle d'entreprendre doivent être inscrits dans la Constitution** et les organisations professionnelles doivent avoir le droit de saisir la cours constitutionnelle en cas de constat de manquement à ces principes.

Il s'agit aussi d'engager un travail de communication, continu et structuré, sous diverses formes et ciblant diverses populations (société civile, partis politiques, enseignants, jeunes écoliers, étudiants, syndicats, employés, etc.) afin que tous les acteurs s'approprient ces valeurs et militent en faveur de leur ancrage dans la société tunisienne.

**2. Mobiliser le pays tout entier pour la croissance :**

il s'agit d'établir une réglementation économique, une fiscalité, un système incitatif et un système de financement qui favorisent la création de nouvelles entreprises, la croissance des entreprises existantes, la création d'emploi, qui pénalisent la rente et l'économie informelle et de créer un cadre indépendant du pouvoir exécutif qui suit et évalue la mise en œuvre des réformes et veille à la qualité des services publics.

Pour l'atteinte de cet objectif, l'UTICA propose l'établissement d'un cadre partenarial « Ministère des finances-UTICA » pour piloter l'élaboration du nouveau système fiscal, à mettre en application le 1er Janvier 2014, qui :

- simplifie et stabilise la norme fiscale,
- détend et sécurise les relations entre l'administration fiscale et les contribuables
- incite à la bonne gouvernance et la transparence des entreprises,

- favorise la croissance des entreprises et la création d'emploi
- incite à l'investissement et à la création de nouvelles entreprises.
- est adapté à la réalité économique de l'entreprise y compris les micro-entreprises, ne grève pas leur trésorerie par des retenues à la source exagérées et garantit le principe de neutralité de la TVA,
- introduit des mesures simples pour dissuader les faux forfaitaires.

Il s'agit aussi d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie volontariste et efficace de diversification des marchés et de promotion du site Tunisie et d'agir pour que l'entreprise trouve dans toutes les régions du pays une infrastructure industrielle, de transport, logistique et de télécommunication au standard international.

Il s'agit également de transformer l'Administration en un facteur de compétitivité pour l'économie tunisienne grâce à un renouveau du Service Public, au développement de la pratique du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des réformes et à un Partenariat Public Privé autorisant plus d'efficacité. Cette fonction de suivi, d'évaluation de la mise en œuvre des réformes et de veille sur la qualité des services publics, historiquement talon d'Achille de la Tunisie, **devrait être confiée à un nouveau Conseil Economique et Social** que nous proposons de recréer avec une nouvelle composition et pour de nouvelles missions.

### 3. *Conférer plus de sérénité à l'environnement social :*

il s'agit de développer un nouveau modèle de relations de travail qui allie l'amélioration continue de la compétitivité des entreprises, le travail décent et la création d'emplois et de dégager un consensus national pour la refonte de la politique salariale.

Ceci est possible en organisant les relations de travail autour de 4 axes intimement liés et complémentaires:

- Le renforcement de l'assouplissement du contrat de travail, la mise en œuvre effective de la modulation du temps de travail et l'allègement des procédures de licenciement pour causes économiques ou organisationnelles.
- La mise en place d'un système « d'assurance perte d'emploi et de réinsertion », à financement et gestion tripartites, destiné aux salariés licenciés pour des raisons économiques ou organisationnelles.
- La mise en œuvre d'une politique de maintien et d'amélioration des compétences des ressources humaines tout au long de leur vie active.
- La mise en place d'un réseau national d'intermédiation sur le marché de l'emploi, dynamique et réactif, le développement de l'externalisation des services et l'institution d'un cadre légal pour l'intérim.

La structure du nouveau modèle de relations de travail, la définition d'une nouvelle politique salariale et la mise en place d'un système de protection sociale efficient et pérenne sont des éléments du Contrat Social Tripartite, cadre contractuel en cours de négociation entre l'UTICA, l'UGTT et le Gouvernement.

#### 4. **Promouvoir une économie tirée la création de la valeur et par l'innovation :**

Il s'agit de :

- favoriser la création de la valeur par les entreprises, et par conséquent la création d'emplois qualifiés, grâce à un cadre réglementaire économique, qui favorise la valeur ajoutée nationale,
- développer un système d'innovation et de recherche à fort impact économique,
- d'utiliser les ressources de la numérisation comme levier de création de valeur dans tous les secteurs de l'économie,
- de renforcer la pro-activité des systèmes de formation professionnelle et d'enseignement supérieur avec l'environnement économique et de garantir la maîtrise des compétences clés par le plus grand nombre de citoyens grâce à un système éducatif évalué et piloté par les résultats.

#### 5. **Œuvrer pour une convergence régionale et pour plus de cohésion sociale :**

Le développement économique et social est le résultat de la contribution à la croissance et non pas celui de la redistribution d'une partie de la croissance que d'autres ont réalisée. Agir pour un meilleur développement de toutes les régions, c'est concrétiser une approche de développement économique et social qui pousse chaque région et lui permet de créer des grappes d'activités complémentaires, ayant accès à des marchés durables et bénéficiant d'une mobilisation d'investissement.

Lutter efficacement contre les disparités régionales, c'est responsabiliser chaque région dans la mise en valeur de ses potentialités, qu'elles soient agricoles, agro-alimentaires, touristiques, industrielles ou de service, et surtout la responsabiliser dans la réunion des facteurs qui favorisent la création d'entreprises pour cette mise en valeur.

Lutter contre les disparités régionales, c'est aussi remédier au fléau de l'économie informelle, frein au développement et au travail décent dans plusieurs régions et responsable entre autre de la déliquescence des services de l'Etat.

#### 6. **Une urgence, relancer l'économie au plus tôt :**

Il s'agit de déclarer « L'état d'urgence économique » et charger un comité de haut niveau de sa gestion, de tranquilliser les clients de la Tunisie aussi bien que les investisseurs et de permettre aux entreprises de se relancer grâce à des mécanismes rapides décidés par le « Comité de l'Etat d'Urgence Economique ».

## DES ENTREPRISES COMPÉTITIVES, POUR PLUS DE CROISSANCE ET PLUS D'EMPLOI

### Une société qui valorise le travail et favorise l'initiative

Inscrire dans la constitution le principe de la liberté d'entreprendre

Promouvoir l'image de l'entreprise seule créatrice d'emploi et de richesse

Développer la culture du travail dans la société tunisienne

Développer la citoyenneté de l'entreprise

### Un pays mobilisé pour la croissance

Relancer l'investissement et l'expansion des entreprises

Une fiscalité moteur de croissance

Un financement adapté à la création et à l'expansion des entreprises

Favoriser l'exportation des entreprises on shore et le développement international des entreprises tunisiennes

Des services publics performants gérés selon les règles de l'efficacité

### Un climat social serein

Vers un nouveau modèle de relations de travail

Pour une protection sociale effective et efficiente

Pour une nouvelle politique salariale

Des instruments d'emploi souples favorisant l'insertion et la réinsertion professionnelle

### Une économie tirée par la création de la valeur et l'innovation

Un système d'innovation à fort impact économique

Un système d'Enseignement supérieur et de formation professionnelle proactif

Une Ecole garantissant la maîtrise des compétences clés pour le plus grand nombre de citoyens

Une Tunisie numérisée au service de la création de valeur dans tous les secteurs

### Une convergence régionale et plus de cohésion sociale

Une nouvelle approche du développement économique et social

Création dans chaque région d'une structure régionale non administrative chargée du développement

L'UTICA développe la capacité de ses structures régionales

Une stratégie pour éradiquer l'économie informelle